

# BRÈVES SECTORIELLES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaines du 24 au 28 février 2025

### LE CHIFFRE A RETENIR

# +10,1%

C'est le taux de croissance de la valeur ajoutée de l'économie « net zero » au Royaume-Uni entre 2023 et 2024, selon une étude de la fédération d'entreprises *Confederation of British Industries*.

## Energie-climat

**Le *Climate Change Committee* recommande une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 87 % en 2040 par rapport à 1990**

Le *Climate Change Committee* a publié le 26 février sa [recommandation](#) au Gouvernement en vue du 7ème budget carbone du Royaume-Uni (2037-2042) : le CCC recommande ainsi un plafonnement des émissions territoriales à 535 MtCO<sub>2</sub>e (soultes internationales comprises) sur la période, soit une baisse de 87 % des émissions par rapport à 1990.

Au-delà de la recommandation formulée au gouvernement, ce rapport du CCC offre une photographie de l'avancée de la transition écologique au Royaume-Uni et donne des indications sur les principaux leviers mobilisables dans son scénario central pour atteindre la neutralité carbone en 2050 (*Balanced Pathway*). L'électrification de la demande et l'essor de la production d'électricité décarbonée devraient ainsi représenter 60 % de la baisse des émissions attendues d'ici 2040. En conséquence, la demande d'électricité devrait doubler d'ici 2040.

Cette transition nécessite des investissements considérables dès aujourd'hui, estimés à 0,2 % du PIB par an, soit environ 4 Md£. Toutefois, ce montant est bien inférieur à la précédente estimation du CCC en 2019, qui avançait un besoin d'investissement de l'ordre de 0,6 % du PIB par an. Selon le CCC, ces investissements

dégageraient un retour positif dès 2041 et permettraient à l'économie britannique de réaliser des économies de l'ordre de 35 Md£ d'ici 2050. En particulier, la transition générerait des économies de l'ordre de 1 400£ par an pour les ménages britanniques.

Enfin, selon le CCC, 30 % de la baisse des émissions attendue d'ici 2040 devra passer par des changements comportementaux et des choix de consommation moins émetteurs. Si le rapport recommande une réduction de la demande de transport aérien ou de la consommation de viande, il rappelle que les leviers les plus efficaces à la disposition de la majorité des ménages pour réduire les émissions restent l'installation d'une pompe à chaleur et l'achat d'un véhicule électrique.

## La facture d'énergie des ménages augmentera de 6,4 % à compter du 1er avril

L'[Ofgem](#), le régulateur du secteur de l'énergie, a confirmé que le plafond des factures d'énergie (*price cap*) augmentera de 6,4 % à compter du 1er avril, portant à 1 849 £ la facture annuelle moyenne d'un ménage-type au Royaume-Uni. Cette hausse s'explique par l'inflation et la hausse des prix sur le marché de gros. Même s'il a baissé depuis la crise énergétique de l'hiver 2022, le *price cap* est aujourd'hui 50 % plus élevé qu'en 2019. L'Ofgem recommande aux ménages ayant souscrit des abonnements à prix variable de passer sur des abonnements à prix fixe.

## Le gouvernement promet un investissement de 200 M£ pour la transformation de la raffinerie de Grangemouth.

Le Premier ministre Keir Starmer a annoncé [un investissement public de 200 M£ pour la transformation de la raffinerie de Grangemouth](#), en Ecosse, alors que ses propriétaires, Ineos et PetroChina, ont annoncé la fermeture du site d'ici mai ainsi que le licenciement de plus de 400 personnes. Ces 200 M£, qui seront investis par le *National Wealth Fund*, s'ajoutent aux 25 M£ promis la semaine dernière par le gouvernement écossais.

Les gouvernements britannique et écossais ont lancé un projet d'étude de reconversion du site, dont les conclusions devraient être remises d'ici le printemps : ce dernier devrait recommander le développement de nouvelles activités de production de carburants nécessaires à la transition énergétique, tels que les biocarburants, des carburants aériens durables ou l'hydrogène vert. Selon les options étudiées, les investissements pour la reconversion du site seraient de l'ordre de 30 M£ (rénovation de la raffinerie actuelle) à 1 Md£ (construction de nouvelles infrastructures).

## L'économie « net zero » a connu une croissance de 10% en 2023, selon la Confederation of British Industries

Selon une [étude](#) de la fédération d'entreprises CBI, la VA de l'économie "net zero" britannique (regroupant 16 secteurs d'activité

dont les EnR, la finance verte et les véhicules électriques) a connu une croissance de 10,1 % entre 2023 et 2024. En 2024, il y avait 22 800 entreprises "net zero", principalement des PME, qui ont dégagé une VA de 28,8 Md£ et employé 273 000 personnes. En incluant les chaînes d'approvisionnement, l'impact économique du secteur atteint 83,1 Md£, et il soutient près de 951 000 emplois, soit 2,9 % de l'emploi total au Royaume-Uni. Les emplois "net zero" sont, par ailleurs, 40 % plus productifs que la moyenne nationale, avec des salaires 15 % plus élevés.

## Environnement

### L'Ofwat serait « mal outillé » pour contrôler la réalité des engagements des compagnies d'eau.

Selon Sir John Culiffe, le président de l'[Independent Water Commission](#), l'Ofwat n'a pas mis en place de mécanisme de contrôle suffisant des engagements pris et des investissements effectivement réalisés par les compagnies d'eau. Ce constat est particulièrement alarmant alors que l'Ofwat vient d'autoriser une hausse de 26 % des factures des ménages afin de financer une partie des 104 Md£ d'investissements nécessaires pour entretenir et améliorer les réseaux dans les 5 prochaines années.

Pour mémoire, le DEFRA avait mis en place cette Commission pour recommander des réformes du secteur de l'eau, qui traverse une grave crise de gouvernance. La Commission écarte toutefois l'idée d'une renationalisation de secteur, privatisé au début des années 1990, et pointe plutôt les carences de la régulation, l'instabilité des politiques publiques, la mauvaise gestion des entreprises.

La Commission a lancé cette semaine un appel à contribution pour nourrir ses réflexions dans la préparation de ses recommandations de réforme.

Par ailleurs, le projet de loi *Water (Special Measures) Bill*, qui va notamment renforcer le pouvoir de sanctions des autorités et mieux réguler les bonus des dirigeants des compagnies d'eau a été promulgué par le Roi cette semaine après avoir été adopté par le Parlement.

## Transports

### Le gouvernement reporte de 9 mois sa décision finale sur l'extension de l'aéroport de Gatwick

La ministre des Transports Heidi Alexander a [indiqué](#) qu'elle allait reporter de 9 mois sa décision finale d'autorisation de l'extension de l'aéroport de Londres-Gatwick, qui devait initialement être rendue avant le 27 février. Elle indique être « disposée à donner son autorisation » à condition que l'aéroport modifie avant le 24 avril son projet, notamment pour améliorer son accessibilité en transports publics et mettre en œuvre plus rapidement des mesures de réduction du bruit. Cette annonce intervient moins d'un mois après

le discours de la Chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves, qui a encouragé l'aéroport d'Heathrow à présenter son projet de troisième piste et signalé que le gouvernement soutiendrait les projets d'extension des autres aéroports londoniens. Pour rappel, l'aéroport de Gatwick prévoit de construire une seconde piste et d'agrandir ses terminaux pour augmenter sa capacité de plus de 50% en la portant à plus de 50M passagers par an.

## **IAG présente des résultats financiers en forte progression en 2024**

IAG, maison-mère de British Airways et Iberia, a [présenté](#) des résultats en forte progression sur l'année 2024. Le CA a progressé de 9% en g.a. pour atteindre 32,1Md€, et le résultat opérationnel a augmenté de 22% pour atteindre 4,2Md€. IAG attribue cette progression à une forte demande sur les lignes transatlantiques et à un fort remplissage des cabines premium et affaires, où la baisse du nombre de voyageurs d'affaires observée depuis la pandémie aurait été compensée par une hausse de la demande de touristes et de personnes susceptibles de travailler à distance.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

[pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr), [karine.maillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:karine.maillard@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)